

COMITE GENERAL

RESTRICTED
Com. Gen/SR.8
26 mai 1949
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE D'UNE SEANCE
ENTRE LE COMITE GENERAL
ET LA DELEGATION D'ISRAEL

tenue à Lausanne le jeudi 26 mai,
à 10 heures 30.

Présents : M. de la Tour du Pin (France) - Président
M. Yenisey (Turquie)
M. Wilkins (Etats-Unis)
M. de Azcarate - Secrétaire principal
M. Milner - Secrétaire du Comité
M. Elias Sasson)
M. Hershon Meron)
M. Zalman Lifshitz) - Représentants
M. Gershon Hirsch) d'Israël

Le PRESIDENT attire l'attention sur l'ordre du jour de la séance; il est entendu qu'étant donné la souplesse de la procédure sur laquelle on s'est mis d'accord, ni le Comité ni la délégation d'Israël ne se considèreront comme obligés de se restreindre à l'examen des questions figurant à l'ordre du jour.

Renseignements d'ordre statistique sur les réfugiés et la population, en Palestine (questionnaire soumis par le représentant des Etats-Unis)

M. LIFSHITZ indique que les renseignements qu'il est sur le point de donner se fondent sur des extraits statistiques de l'Administration de Palestine à la date du 1er avril 1945 qui constituent la seule source dont on dispose à l'heure actuelle. Dans une certaine mesure il conteste la validité de ces chiffres; un recensement affectant certains villages a indiqué que vers le milieu de 1948 ou le début de 1949 les chiffres réels étaient d'environ 10 % inférieurs à ceux des extraits de 1945. En se fondant par conséquent sur l'hypothèse que la population totale à la fin de 1947 peut être considérée comme de 10 % inférieure à ce qu'elle était officiellement en 1945, il fournit les évaluations suivantes relatives à la population à la fin de 1947,

suivant les anciens districts administratifs qui ont été compris dans les frontières d'Israël le 1er mai 1949 :

Acre, 58.000; Safad, 41.000; Tibériade, 23.000;
Nazareth, 34.000; Beisan, 14.500; Haifa, 108.000;
Jenin, 7.500; Toul-Karem, 32.000; Jaffa, 100.000;
Ramleh-Lyddah, 80.000; Jerusalem, 50.000; Hébron,
17.000; Gaza, 60.000; Bersabée, 45.000.

Dans l'ensemble, environ 15.000 Arabes nomades ou habitant des villages se trouvent en ce moment en Israël. On peut par conséquent admettre que le nombre des réfugiés provenant des régions tenues par les Israéliens s'élève environ à 520.000. M. Lifshitz fournira ultérieurement les renseignements relatifs à la répartition des chiffres totaux entre les Musulmans et les Chrétiens; à la demande de M. Wilkins, il promet aussi de fournir des renseignements concernant les districts dans lesquels sont répartis les 150.000 Arabes qui se trouvent actuellement en territoire israélien.

En réponse à une question du Président, qui demande si les chiffres totaux ne doivent pas être augmentés de 5 % pour tenir compte de l'accroissement moyen de la population au cours des deux dernières années, M. LIFSHITZ dit qu'il ne pense pas qu'il soit nécessaire de le faire, puisque en fait le nombre des réfugiés a décliné au cours de cette période.

En ce qui concerne les plantations d'agrumes, M. Lifshitz fait savoir que les renseignements statistiques pour 1945 attribuaient aux propriétaires arabes 130.000 dunums au total. En se fondant sur un dénombrement qui n'est pas entièrement terminé à l'heure actuelle, il peut déclarer que ce chiffre est quelque peu exagéré et que la superficie véritable des plantations d'agrumes que possédaient les Arabes à la fin de la Deuxième Guerre mondiale s'élevait approximativement à 90.000 ou 95.000 dunums. Par suite du fait qu'aucune exportation d'agrumes n'a pu avoir lieu au cours de la guerre, de très nombreuses plantations ont été négligées ou consacrées par les propriétaires à la culture de légumes et d'autres produits. En outre, au cours de la Guerre mondiale on a institué un système de contingentement en vertu duquel un certain pourcentage des produits de chaque dunum était réservé à l'exportation, tandis que la quantité totale destinée à l'exportation provenait en parties égales des plantations appartenant

à des Juifs et de celles qui appartenaient à des Arabes, chaque plantation devant s'adresser à un exportateur particulier qui s'occupaient de ses produits. Cette pratique a eu pour résultat d'amener certains propriétaires à déclarer une superficie plus étendue que celle qu'ils possédaient effectivement, étant donné surtout qu'aucune taxe n'était levée sur ces plantations au cours de la guerre.

En ce qui concerne le nombre des travailleurs arabes employés par l'industrie des agrumes à la fin de 1947, M. Lifshitz a déclaré qu'au cours de la saison d'été, qui s'étend de mai à septembre, environ 4.000 travailleurs salariés sont employés pour les besoins supplémentaires de la culture et de l'irrigation. Au cours de la saison d'hiver, entre janvier et avril, environ 10.000 à 12.000 travailleurs sont employés à la cueillette, à l'emballage, au transport et à d'autres travaux relatifs à la vente et à l'exportation des produits. M. Lifshitz fait remarquer que l'industrie des agrumes n'a employé les travailleurs que pendant huit mois de l'année et que pendant les quatre autres mois ils ont travaillé dans d'autres entreprises agricoles, aux travaux publics, au chemin de fer, etc. On peut donc considérer à des fins pratiques que l'industrie des agrumes emploie environ 8.000 travailleurs saisonniers annuellement. Il attire l'attention sur le fait que les chiffres donnés ne s'appliquent qu'aux travailleurs salariés. Ils ne comprennent pas les petits propriétaires de plantations qui cultivent leurs propres plantations sans employer de main-d'oeuvre.

En réponse à une question de M. Wilkins, qui demande si l'on emploie les mêmes travailleurs au cours de la saison d'hiver et de la saison d'été, M. Lifshitz répond qu'au cours de la saison d'hiver on emploie des catégories spéciales de travailleurs tels que cueilleurs, emballeurs, conducteurs et autres, dont beaucoup ne travaillent que deux mois de suite à la fois.

M. WILKINS fait remarquer que dans ce cas le nombre total des travailleurs employés pourrait s'élever à 14.000 ou 16.000

Le PRESIDENT fait observer que les chiffres donnés ne s'appliquent qu'aux travailleurs. Il faut également faire entrer en ligne de compte les propriétaires des plantations.

M. LIFSHITZ répond qu'il ne peut donner de chiffres sur le nombre total des propriétaires de plantations en ce moment;

toutefois il pense qu'il y a environ autant de propriétaires de grandes plantations que de petites orangeries.

M. WILKINS demande quelle est la superficie totale des plantations appartenant aux Juifs et si des travailleurs arabes y sont employés.

M. LIFSHITZ dit qu'à la fin de 1945 la superficie de ces plantations était d'environ 135.000 dunums. Les chiffres de la saison 1943-1944 indiquent que sur les plantations appartenant aux Juifs on a employé environ de 2.500 à 3.000 Arabes.

M. YENISEY demande des renseignements concernant le rapport total annuel de l'industrie des agrumes et la proportion des exportations d'agrumes dans les exportations totales de Palestine.

M. MERON répond que pour la saison 1938-1939, que l'on peut considérer comme normale, les exportations totales relatives aux orangeries appartenant tant aux Juifs qu'aux Arabes se sont élevées à 15,2 millions de caisses; au cours de la saison précédente, on avait exporté 11,4 millions de caisses. En 1938, les exportations totales pour la Palestine se sont élevées à 5.683.000 Livres dont 3.750.000 Livres provenaient de l'industrie des agrumes; en 1939, le chiffre total était de 5.467.000 Livres, dont 3.769.000 Livres provenaient de l'industrie des agrumes. Les chiffres donnés ne portent pas sur les sous-produits de cette industrie. Il semble toutefois que la déclaration des délégations arabes, suivant laquelle l'industrie des agrumes est la source de 80 % des exportations de Palestine, est quelque peu exagérée. M. Meron fait remarquer qu'au cours des récentes années ce pourcentage a légèrement décru, par suite de l'augmentation des autres catégories de produits exportés, tels que les diamants.

En réponse à une question du Président, M. Meron dit que la source de ses renseignements est le "Statistical Handbook of Middle East Countries" (Manuel du Moyen-Orient), publié par l'Agence juive d'après les extraits statistiques de l'Administration de Palestine. Les chiffres cités se fondent sur les statistiques des ports de Haïfa, de Jaffa et de Tel Aviv; les dernières données dont on a pu disposer datent de 1944.

M. LIFSHITZ aborde ensuite la question du nombre de travailleurs arabes employés dans les ports de Haïfa, Jaffa et ... Tel Aviv. Virtuellement aucun Arabe n'est employé dans le port

de Tel Aviv. A Haïfa, en 1946, il y en avait environ 2.000; toutefois M. Lifshitz fait remarquer que 80 à 90 % de ces derniers étaient des Syriens ou des Egyptiens engagés sur une base saisonnière, par suite du manque de main-d'oeuvre et du fait que la main-d'oeuvre locale arabe était occupée à des travaux dans des camps militaires. Le port de Jaffa est resté virtuellement inactif au cours de la guerre et les travailleurs se sont tournés vers d'autres labeurs; la reprise du travail dans le port s'est faite à partir de 1945 et le trafic est constitué surtout par des importations de marchandises pour les Arabes et des exportations de produits arabes provenant de la plaine côtière. Environ 5.000 à 6.000 travailleurs arabes étaient employés dans le port de Jaffa au cours des récentes années.

En ce qui concerne le nombre de travailleurs arabes employés à l'aéroport de Lydda, M. Lifshitz dit que tout le personnel technique et de recherches de l'aéroport se compose d'Anglais et de Juifs. On n'y emploie pas plus de 50 Arabes.

Examen de la question territoriale

Le PRESIDENT explique qu'au cours de la première séance avec les délégations arabes, le Comité a transmis à ces dernières les propositions israéliennes concernant les frontières avec le Liban et l'Egypte. Les délégations arabes ont pris note de ces propositions et ont demandé s'il n'en avait pas été fait en ce qui concerne la frontière avec le Royaume Hachémite de Jordanie. Le Président demande maintenant si la délégation israélienne peut faire une nouvelle déclaration, compte tenu du Memorandum du 21 mai des délégations arabes.

M. YENISEY fait observer que les deux parties abordent le problème de Palestine par des voies différentes qui jusqu'à présent ont suivi des lignes parallèles sans se rencontrer en aucun point. Si l'on ne veut pas que les conversations se prolongent indéfiniment sans possibilité d'arriver à un règlement, il faut trouver un moyen de faire converger ces cheminements de pensée distincts. La meilleure méthode consiste à ce que chaque partie fasse une déclaration complète et précise concernant sa position exacte sur l'ensemble de la question. Le Comité demande donc à la délégation israélienne de déclarer clairement son attitude sur la question de la frontière orientale d'Israël.

M. SASSON remercie le Comité de l'occasion qui lui est offerte de faire une telle déclaration, puisque les propositions de sa délégation, ainsi que l'absence de proposition en ce qui concerne le "Triangle" ont évidemment fait l'objet d'un malentendu de la part des délégations arabes. La délégation israélienne, en omettant de mentionner la frontière avec le Royaume Hachémite de Jordanie, avait eu l'intention de laisser aux délégations arabes l'occasion d'examiner et de déterminer entre elles le régime futur du "Triangle". Toutefois M. Sasson est disposé à faire maintenant une proposition :

Israël accepterait comme frontière politique avec le Royaume Hachémite de Jordanie la frontière qui existait entre la Transjordanie et la Palestine sous le Mandat britannique, au Nord, d'El Hamma à un point situé au sud d'El Fatur, et au sud d'un point situé vers le milieu de la Mer Morte, en face d'Engedde, au Golfe d'Aqaba. En ce qui concerne le "Triangle" (y compris la région d'Hébron), à savoir l'ensemble de la région centrale de Palestine occupée par les forces militaires jordaniennes, Israël accepterait comme frontière permanente les lignes d'armistice actuelles avec des modifications dans l'intérêt des deux parties, qui feraient l'objet de discussions ultérieures. Cette proposition est faite sans que soit soulevée la question du régime politique futur de cette région; si le "Triangle" devenait par la suite une partie du Royaume Hachémite de Jordanie, la frontière, entre cet Etat et Israël serait alors continue. M. Sasson insiste sur le fait que l'avenir de la région de Jérusalem constitue une question distincte et n'est pas mis en cause par la présente proposition.

M. Sasson fait ressortir que les modifications dont il a parlé seraient des "aménagements" d'une nature secondaire sur lesquels on devrait se mettre d'accord dans l'intérêt des deux parties en cause. Toutefois, il répète sa déclaration antérieure aux termes de laquelle Israël négociera, en ce qui concerne ses frontières distinctes, seulement avec l'Etat directement intéressé; il est donc impossible d'examiner la nature des modifications des frontières du "Triangle" tant que le régime futur de ce territoire n'a pas été déterminé. Sa délégation désire qu'il soit bien compris qu'Israël n'a aucune visée sur le "Triangle" et ne veut pas présenter la suggestion sur la destination à lui donner; Israël désire donner aux délégations

arabes l'occasion de faire connaître leur propre attitude en ce qui concerne le régime futur de ce territoire.

En réponse à une question du PRESIDENT, M. Sasson affirme que, de l'avis de sa délégation, la destination à donner au "Triangle" est une question à propos de laquelle les délégations arabes, les habitants arabes du territoire et les réfugiés devraient faire une proposition. Il fait remarquer que tant que cette question ne sera pas réglée, Israël continuera à reconnaître le Royaume Hachémite de Jordanie comme la puissance militaire occupante de facto; il n'est pas impossible que les négociations se poursuivent entre les autorités israéliennes et jordaniennes, par l'intermédiaire de la Commission Mixte d'Armistice et du Comité Spécial, en vue du règlement de certains points tels que la question de Latrun.

M. Sasson déclare qu'Israël souhaite laisser aux délégations arabes l'occasion de présenter des propositions relatives au régime futur du "Triangle", mais que l'attitude d'Israël sur la question de ses frontières pourrait changer suivant l'autorité qui se trouvera au delà de ces frontières.

Le PRESIDENT rappelle la déclaration qu'a faite M. Sharett lorsqu'il a rencontré la Commission pour la première fois, déclaration confirmée ultérieurement par M. Ben Gurion; il a été dit que l'attitude d'Israël serait modifiée selon que le "Triangle" deviendrait partie intégrante de la Jordanie, serait sous l'autorité jordanienne, mais dénilitarisé dans une certaine mesure, par arrangement spécial, ou n'aurait aucun lien d'aucune sorte avec la Jordanie.

M. SASSON affirme que telle est la position actuelle d'Israël sur ce point.

En réponse à une question de M. Yenisey en ce qui concerne le Negeb, M. Sasson dit que suivant sa proposition, la frontière dans cette région serait celle qui existait sous le régime du Mandat.

M. Sasson fait observer qu'il a certaines explications à donner au Comité relativement aux points 2 et 3 du présent ordre du jour et à l'attitude d'Israël sur les questions sur lesquelles des renseignements d'ordre statistique ont été fournis; il présentera ces observations au cours de la prochaine séance.